

A.C.R. - A.D.C.

Cabinet PIERQUIN

EXPERTISE - COMPTABLE

COMMISSARIAT AUX COMPTES

S.A.S. au Capital de 294.400 Euros

Siège Social Bureau
28, boulevard Lucien Pierquin
WARCQ
08000 Charleville-Mézières
Tél. 03 24 59 70 50

Bureau
122, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
E-mail :
cabinet.pierquin@cabinet-pierquin.com
Site internet :
www.cabinet-pierquin.com

"SAUVEGARDE DES ARDENNES"

**« Association Ardennaise pour la SAUVEGARDE
de l'ENFANCE, de l'Adolescence et des Adultes »**

Association loi 1901

Siège Social
5, rue de Vassoigne
08140 BAZEILLES

SIRET 330 596 933 00052
Code APE : 8790A

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR

LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2023
(Du 1er Janvier 2023 au 31 Décembre 2023)

membre du réseau
ABSOLUCE

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Grand Est
Société de Commissariat aux Comptes - Membre de la Compagnie Régionale de l'Est
Siège social : SIRET 351.532.528.00061 - Bureau : SIRET 351.532.528.00079
APE 6920Z - RCS Sedan - TVA intracommunautaire FR 16.351.532.528

Souscripteur des assurances professionnelles dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 et du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expert-comptable ainsi que de l'article R.822-70 du code de commerce relatif à l'exercice de l'activité de commissaire aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'association « SAUVEGARDE DES ARDENNES »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **SAUVEGARDE DES ARDENNES** » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes conformément au règlement ANC N°2019-04 du 08 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Nous avons également apporté une attention particulière aux postes comptables relatifs aux Subventions et au Personnel.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie enfin la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Warcq,
Le 11 Juin 2024,

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Bernard PIERQUIN :



Sauvegarde des Ardennes

5, rue de Vassoigne

08140 Bazeilles

Comptes Annuels

Arrêtés au 31 décembre 2023

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

Sommaire

BILAN	8
COMPTE DE RESULTAT	10
ANNEXE	13
PRESENTATION DE L'ENTITE	13
FAITS CARACTERISTIQUES	13
EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	14
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE	14
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	16
NOTE 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES	22
NOTE 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	23
NOTE 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS	24
NOTE 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES	25
NOTE 6. VARIATION DES FONDS PROPRES	26
NOTE 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT	27
NOTE 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	28
NOTE 9. FONDS DEDIES	29
NOTE 10. CHARGES A PAYER	30
NOTE 11. PRODUITS A RECEVOIR	30
NOTE 14. BILAN FINANCIER	31
NOTE 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	32
NOTE 16. PRODUITS D'EXPLOITATION	33
NOTE 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL	33
NOTE 19. TABLEAU DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	34
NOTE 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS	34
NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE	35
NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE	36
NOTE 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN	37
NOTE 23. EFFECTIFS	38
NOTE 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	39
NOTE 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES	39
NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	39
NOTE 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT	39

BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	26 580	26 580		
Frais de recherche et de développement	24 654	13 163	11 491	13 137
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	6 554	5 902	652	1 688
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	239 341	87 695	151 646	161 758
Constructions	8 850 349	7 210 520	1 639 829	1 605 874
Installations techniques, matériels et outillage	333 088	309 206	23 882	23 392
Autres Immobilisations corporelles	1 682 214	1 302 588	379 626	309 197
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	15		15	1 515
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	2 078		2 078	2 039
Prêts	137 526		137 526	101 923
Autres Immobilisations Financières	37 300		37 300	34 433
ACTIF IMMOBILISE	11 339 699	8 955 654	2 384 045	2 254 956
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	53 415		53 415	24 635
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	148 483		148 483	86 267
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	161 733	1 291	160 442	124 305
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.	2 284 433		2 284 433	224 854
Disponibilités	517 625		517 625	3 213 415
Charges constatées d'avance	32 874		32 874	32 904
ACTIF CIRCULANT	3 198 563	1 291	3 197 272	3 706 380
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
Ecarts d'arrondi				
TOTAL GENERAL	14 538 262	8 956 945	5 581 317	5 961 336

BILAN PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Fonds Propres sans droit de reprise	67 469	67 469
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	67 469	67 469
Fonds Propres avec droit de reprise		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	3 697 171	3 512 808
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité		
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	2 225 644	2 041 281
- Autres réserves	1 471 527	1 471 527
Report à nouveau	-3 326 214	-2 374 957
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-1 733 507	-999 721
- Autres reports à nouveau	-1 592 707	-1 375 236
Résultat de l'exercice	29 772	-766 894
- Activités en gestion contrôlée	2 303	-761 606
- Autres activités	27 469	-5 288
Situation Nette	468 198	438 426
Subventions d'investissement	126 110	
Provisions réglementées	926 739	890 385
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	1 521 047	1 328 811
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	1 016 332	1 002 967
FONDS DEDIES OU REPOTES	1 016 332	1 002 967
Provisions pour risques	68 421	161 250
Provisions pour charges	103 503	85 629
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	171 924	246 879
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	666 787	979 850
Emprunts et dettes financières divers	200	200
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	554 432	530 356
Dettes fiscales et sociales	1 615 470	1 818 849
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	31 985	47 514
Produits constatés d'avance	3 140	5 910
DETTES	2 872 014	3 382 679
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	5 581 317	5 961 336
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2023	31/12/2022
Cotisations		40
Ventes de biens et services	1 160	6 124
-Ventes de biens :		
Ventes de marchandises		
Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)		
Ventes de dons en nature		
-Ventes de prestations de service :	1 160	6 124
Travaux et Refacturation Charges locatives		
Prestations de Service		
Parrainages		
Produits des activités annexes hors forfaits journaliers	1 160	6 124
Autres prestations de service		
Produits de tiers financeurs	15 414 413	12 571 835
- Concours publics	15 359 486	12 522 595
Prix de journée/Tarifs Journaliers		
Dotation Globale de Financement	15 359 486	12 522 595
Autres produits de tarification		
- Subventions d'exploitation	54 927	45 340
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public		3 900
Dons manuels		3 900
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
- Contributions financières		
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	187 931	94 105
Utilisation des fonds dédiés	10 814	7 336
Autres produits de Gestion Courante	97 944	64 557
Produits d'exploitation	15 712 262	12 743 997
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	3 422 576	2 988 731
Aides financières	30 293	16 189
Impôts, taxes et versements assimilés	982 300	817 306
Salaires et traitements	7 803 643	6 586 114
Charges sociales	3 017 573	2 620 249
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	387 963	355 324
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	42 421	59 420
Engagements à réaliser sur ressources affectées	24 179	44 772
Autres charges	109	61
Charges d'exploitation	15 711 057	13 488 166
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 205	-744 169
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	60 455	279
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	60 455	279
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 379	20 200
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	14 379	20 200
RESULTAT FINANCIER	46 076	-19 921
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	47 281	-764 090
Sur opérations de gestion	365	
Sur opérations en capital	3 000	600
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	3 365	600
Sur opérations de gestion		627
Sur opérations en capital	2 249	
Dotations aux amortissements et aux provisions	751	2 777
Charges exceptionnelles	3 000	3 404
RESULTAT EXCEPTIONNEL	365	-2 804
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	17 874	
Résultat net	29 772	-766 894
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>15 776 082</i>	<i>12 744 876</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>15 746 310</i>	<i>13 511 770</i>

Sommaire :

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION		X		
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks			X
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions & Dépréciations	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance		X	
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Goba1	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	5 581 317 €
✓ Total du compte de résultat (Produits)	15 776 082 €
✓ Résultat de l'exercice (Excédent)	29 772 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Président Administrateur Unique de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association Sauvegarde des Ardennes a pour missions la protection de l'enfance, la prévention de la délinquance ainsi que L'accueil et l'accompagnement de mineurs présentant des difficultés psychologiques dont l'expression, notamment l'intensité des troubles du comportement, perturbent gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

L'association est présente sur le département des Ardennes où elle gère 6 établissements lui permettant d'accueillir enfants et jeunes majeurs (3 à 21 ans) en grande majorité pour faire suite à décision du juge pour enfants, dans le cadre de la Protection de l'Enfance (enfance en danger, enfance délinquante, jeunes atteints de handicap, prise en charge administrative).

Pour réaliser ses missions, l'association reçoit des financements publics majoritairement de l'aide sociale à l'enfance (MECS et SAJS), la protection judiciaire de la jeunesse (CER) ou de l'Agence Régionale de Santé Grand Est (ITEP et SESSAD).

FAITS CARACTERISTIQUES

Vie des Etablissements

Depuis 2021, cinq unités supplémentaires, rattachées à la MECS La Cité Des Enfants, ont été ouvertes à titre expérimental puis pérennisées courant 2023. Deux, respectivement ouvertes en août 2021 et août 2022, sont localisées à Mouzon, une troisième, ouverte en juillet 2022 est située à Charleville-Mézières, une quatrième a vu le jour en janvier 2023 sur la commune Les Petites Armoise et enfin une dernière a été implantée à Boulton Bois en avril 2023.

En août 2023, le Centre Educatif s'est également agrandi avec l'ouverture d'une unité supplémentaire externalisée sur la commune de La Moncelle.

En parallèle, l'Association a répondu et remporté fin juin 2023 un appel à projet lancé par le Conseil Départemental des Ardennes, pour l'ouverture de 22 places d'hébergement prioritairement destinées à

l'accueil de fratries. Les Ti'Sages, devraient ainsi émerger courant 2024 et étendre la structure du Centre Educatif.

Aides gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité et du gaz.

Le montant constaté dans les comptes 2023 permet de réduire les charges de 135ke.

Liquidation GAPEF

Par décision du 11 juillet 2023 la liquidation du GAPEF a été prononcée. Les titres détenus par l'association ont été sortis et un boni de liquidation a été perçu de 1.5 ke.

Subventions d'Investissement

L'association a perçu en 2023 des subventions d'investissement de 128 ke dont 108 ke pour le Centre Educatif.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit) congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés , issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association la Sauvegarde des Ardennes demeure encore incertaine.

L'Association la Sauvegarde des Ardennes estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

Conflit Ukraine Russie :

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Néant.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Les établissements tiennent une comptabilité séparée, de ce fait les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un état réglementaire distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités de tarification compétentes.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement ANC N°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 04-11-2016, en tenant compte des dispositions suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et les règlements ANC n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif ;
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;

- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'Arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations et notamment ;
 - ✓ Les subventions de fonctionnement de l'Etat, de la Ville, des Ex D.D.A.S.S. (A.R.S./D.R.H.I.L.), de la C.P.A.M., des Conseils Départementaux et Régionaux, d'Ensemble Contre le Sida, des A.G.L.S., de F.S.L., d'A.L.T., de la DULE saturnisme, de Solidarité Sida, de la D.A.S.E.S., de Mairies, et des G.R.S.P., sont comptabilisées pour leurs montants attribués correspondant à l'arrêté des différents financeurs et des activités réalisées.
 - ✓ Les ressources versées par la C.A.F. sont comptabilisées dès leur attribution en fonction de la période de versement et de la réalisation de l'activité s'y rattachant.
 - ✓ Il a également été tenu compte des spécificités établies par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de la dotation de Soins (Secteur Médico – Social).

c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

C.1 COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir ci-après Note § 1)

C.2 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT CONSTRUCTION

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En outre, une reprise de la provision réglementée sera engagée lors de chaque remboursement effectué par l'organisme collecteur agréé au sein des différents établissements et services concernés.

En 2023, les dotations constatées à ce titre se sont élevées à 35.603 euros portant le solde des provisions réglementées à 137.526 euros.

d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 15 ans, en fonction de la durée de vie d'utilité prévue :

- Logiciels	3 à 5 ans
- Frais de premier établissement	5 ans
- Frais de recherche et développement	15 ans

e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

En mode linéaire :

- Agencements et aménagements des terrains	10 à 15 ans
- Installations générales, agencements divers	10 à 20 ans
- Constructions	10 à 33 ans

En mode linéaire ou dégressif :

- Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans
- Matériels de transport	3 à 5 ans
- Cheptel	4 ans

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée dans les comptes.

f) Immobilisations Financières :

Les **titres de participation** ainsi que les autres immobilisations financières, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

g) Créances et Dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Le détail des dépréciations constatées sur les actifs est indiqué en Note n°8 de l'annexe.

h) Trésorerie – Valeurs Mobilières de Placement - Emprunts

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement** :

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, les titres de placement sont évalués à 267.357 euros pour une valeur comptable de 224.854 euros. La plus-value latente de 42 503 euros n'a pas été comptabilisée.

Comptes à Terme – Dépôt à Terme : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2023, l'association dispose d'un compte à terme de 2.000 ke souscrit le 31/01/2023

Contrats de capitalisation en euros : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2023, l'association ne dispose d'aucun contrat de capitalisation

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

i) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise

Apports Reçus avec Droit de Reprise : ils sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements donnés.

Au 31/12/2023, l'association ne bénéficie pas d'apport en fonds associatifs avec droit de reprise.

j) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Au 31/12/2023, Les quotes-parts de subvention restant à transférer au compte de résultat s'élèvent à 126 110 euros.

k) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n° 8 de l'annexe.

k.1) Couverture du besoin en fonds de roulement :

Les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

En 2023, l'association n'a pas constaté de provision pour couverture de besoin en fonds de roulement.

k.2) Renouvellement des immobilisations :

Une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros	31.12.2022	Dotation	Reprise	31.12.2023	Non autorisée par les autorités de contrôle
Centre éducatif - MECS	658 582			658 582	658 582
Provision Renouvellement des immos	658 582	-	-	658 582	658 582

k.3) Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Au 31/12/2023, le solde des provisions s'élève à 130.631 euros.

l) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement de l'ANC n°2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

i-1) Provisions Prud'hommes

Les provisions pour risques prud'hommes et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement A.N.C. 2014-03.

i-2) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés pour la part correspondant aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans. (Voir § C1 et ci-dessous).

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.17 % ;
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association ;
- Droits acquis en fonction des années de présence pour chacun des salariés
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans ;
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie) ;
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires) ;
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50 %.

L'évaluation des engagements hors bilan est présentée en note n° 22 de l'annexe.

m) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	51 234									51 234
Autres immobilisations incorporelles	6 554									6 554
Immobilisations Incorporelles	57 788									57 788
Terrains	239 341									239 341
Constructions	8 573 379	276 970								8 850 349
Instal. techniques matériel et outillage	326 696	6 392								333 088
Instal. générales, aménagements divers										
Matériel de transport	357 403	82 689								440 092
Matériel de bureau et informatique	95 901	31 305								127 206
Mobilier	406 087	45 226								451 313
Autres	627 743	38 210	-2 350							663 603
Immobilisations corporelles en cours										
Avances et acomptes										
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	10 626 550	480 792	-2 350							11 104 992
Participations	1 515		-1 500							15
Prêts	101 923	35 603								137 526
Autres titres et immobilisations financières	36 472	4 929	-2 023							39 378
Immobilisations Financières	139 910	40 532	-3 523							176 919
Total Valeurs Brutes	10 824 248	521 324	-5 873							11 339 699

COMPTES ANNEXÉS
AU RAPPORT
Cabinet PIERQUIN
Commissaire aux Comptes

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	38 097	1 646								39 743
Autres immobilisations incorporelles	4 866	1 036								5 902
Immobilisations Incorporelles	42 963	2 682								45 645
Terrains	77 583	10 112								87 695
Constructions	6 967 505	243 015								7 210 520
Instal. techniques matériel et outillage	303 304	5 902								309 206
Instal. générales, aménagements divers										
Matériel de transport	249 405	34 478								283 883
Matériel de bureau et informatique	63 363	16 956								80 319
Mobilier	297 000	46 634								343 634
Autres	568 169	28 184	-1 601							594 752
Immobilisations Corporelles	8 526 329	385 281	-1 601							8 910 009
Total Amortissements	8 569 292	387 963	-1 601							8 955 654

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières							
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
Alliance Gestion - GIE	2 023	200 100	0	0,01%	15	0	26 071 465

	Valeur comptable des titres détenus		Autres renseignements		
	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Alliance Gestion - GIE	15	15			
Total	15	15			

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	137 526		137 526
Autres immobilisations financières	37 300		37 300
Clients douteux			
Usagers, clients et comptes rattachés	148 483	148 483	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	20 401	20 401	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	46 966	46 966	
Etat et collectivités publiques		-	
Groupe et associés			
Autres créances	94 366	94 366	
Charges constatées d'avance	32 874	32 874	
TOTAL	517 916	343 090	174 826
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	35 603		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	666 787	311 798	317 083
Emprunts et dettes financières divers (2)	200		200
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	554 432	392 220	162 212
Personnel et comptes rattachés	664 082	664 082	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	821 859	821 859	
Etat et collectivités publiques	129 529	129 529	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés			
Autres dettes	31 985	31 985	
Produits constatés d'avance	3 140	3 140	
TOTAL	2 872 014	2 354 613	479 495
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	312 650		

COMPTES ANNEXÉS
AU RAPPORT
Cabinet PIERQUIN
Commissaire aux Comptes

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	67 469								67 469
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	67 469								67 469
Fonds propres avec droit de reprise									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
Ecart de réévaluation									
Réserves	3 512 808	184 363							3 697 171
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	1 471 527								1 471 527
Autres réserves (dont investissement)	2 041 281	184 363							2 225 644
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	1 057 993								1 057 993
Investissement	557 866	101 833							659 699
Compensation	36 103	82 530							118 633
Compensation des charges d'amortissement	389 319								389 319
Trésorerie									
Report à nouveau	-2 374 957	-951 257							-3 326 214
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-999 721	-945 969		212 183					-1 733 507
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	-624 394	-604 595							-1 228 989
Charges rejetées par l'autorité	55 828	-238 553		212 183					29 458
Charges dont la prise en compte est différée	-431 155	-102 821							-533 976
Autres Reports à nouveau	-1 375 236	-5 288		-212 183					-1 592 707
Activités des ESMS sous gestion libre	-523 609			-212 183					-735 792
Autres activités	-851 627	-5 288							-856 915
Résultat de l'exercice	-766 894	766 894					29 772		29 772
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-761 606	761 606					2 303		2 303
Autres activités	-5 288	5 288					27 469		27 469
Situation Nette	438 426						29 772		468 198
Subventions									
Provisions réglementées	890 385						127 673	-1 563	126 110
							36 354		926 739
TOTAL	1 328 811						193 799	-1 563	1 521 047

COMPTES ANNEXÉS
AU RAPPORT
Cabinet PIERQUIN
Commissaire aux Comptes

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	Résultat 2023	GL	ESMS en GC	Variation Périmè tre
MECS Centre Educatif	-46 804		-46 804	
MECS Cité des enfants	71 450		71 450	
SAJE	5 877		5 877	
CER Mustang	-126 943		-126 943	
Activités Jeunesse	-96 420		-96 420	
ITEP La Passerelle	4 771		4 771	
SESSAD du Val de Givonne	93 952		93 952	
Activités Solidarités	98 723		98 723	
Association	-2 846	-2 846		
DG - Charges Communes	30 315	30 315		
Groupe - Support	27 469	27 469	0	
Résultat Global	29 772	27 469	2 303	
		29 772		

Note 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR								
Amortissements dérogatoires	76 959	751						77 710
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.	52 921							52 921
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	658 582							658 582
Provisions pour renouvellement des immobilisations	101 923	35 603						137 526
Provision liée à l'Effort de Construction								
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	890 385	36 354						926 739
Provisions pour litiges salariaux	161 250	42 421	-51 410	-83 840				68 421
Provisions pour risques								
Provisions pour charges		17 874						17 874
Provisions pour grosses réparations	5 089							5 089
Provisions pour départ à la retraite	80 540							80 540
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges								
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	246 879	60 295	-51 410	-83 840				171 924
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients								
Autres dépréciations	1 291							1 291
TOTAL DEPRECIATIONS	1 291							1 291
TOTAL GENERAL	1 138 555	96 649	-51 410	-83 840				1 099 954
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		42 421	-51 410	-83 840				
- financières								
- exceptionnelles		751						
- provision pour impôts		17 874						

Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice A	Reports des ressources non utilisées B	Utilisations		Transfert D	Fonds restant à engager en fin d'exercice E = A+B+C+D	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
			Montant Global C	<i>Dont remboursement</i>			
Immobilisations	819 007	11 846				830 853	819 007
Immobilisations acquises	112 707		-10 814			101 893	
Charges de personnel	26 481					26 481	26 481
Fonctionnement	44 772	12 333				57 105	
FD s/ contributions d'ATC	1 002 967	24 179	-10 814			1 016 332	845 488
Total	1 002 967	24 179	-10 814			1 016 332	845 488

Note 10. CHARGES A PAYER

Rubriques	31/12/2023
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	844
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	844
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs d'exploitation	117 176
Congés Payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	857 266
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	87 128
Etat - autres charges à payer	3 761
Dettes fiscales et sociales	948 155
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	
Divers - Charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	1 066 175

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

Rubriques	31/12/2023
Créances usagers et comptes rattachés	
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	
Personnel - Produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	46 966
Etat - Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	
Divers - Produits à recevoir	28 778
Autres	75 744
Valeurs mobilières de placement	59 579
Disponibilités	
TOTAL	135 323

Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2023	31/12/2022	FINANCEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles brutes	57 788	57 788	Apports, dotations, rés et fonds propres	67 469	67 469
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	36 483	36 483	Réserves affectées à l'investissement	2 529 520	2 529 520
- Agencements	202 858	202 858	Réserve de compens des charges d'amort.	118 633	36 103
- Constructions	8 850 349	8 573 379	Subventions d'investissement	126 110	
- Installations, matériels et outillages	333 088	326 696	Provisions réglementées	658 582	658 582
- Autres immobilisations corporelles	1 682 214	1 487 134	Provisions régl. des PV nettes d'actif	268 157	231 803
Immo. corporelles et incorporelles en cours			Fonds dédiés immobilisations	932 746	931 714
Immo. en cours - part investissement PPP			Emprunts - dettes financières	665 943	978 592
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Dépôts et cautionnements reçus	200	200
Immobilisations financières	176 919	139 910	Amortissements des immobilisations		
Amortissements excédentaires différés			- Incorporelles	45 645	42 963
			- Agencements des terrains	87 695	77 583
Charges à répartir			- Constructions	7 210 520	6 967 505
Autres			- Installations, matériels et outillages	309 206	303 304
			- Autres immobilisations corporelles	1 302 588	1 177 937
			Dépréciations des immobilisations		
			Dépenses refusées par l'ATC		
			Autres réserves	-1 592 707	-1 375 236
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	11 339 699	10 824 248	Financements stables (I)	12 730 307	12 628 039
FRI NÉGATIF (I-II)			FRI POSITIF (I-II)	1 390 608	1 803 791
Reports à nouveau déficitaires	1 602 220	1 322 120	Réserves et provisions à la couv du BFR	389 319	389 319
Résultat déficitaire		766 894	Réserves de compensation des déficits	659 699	557 866
Créances Glissantes			Résultat excédentaire	29 772	
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	280 275	630 889
			Provisions pour risques et charges	171 924	246 879
			Fonds dédiés d'exploitation	83 586	71 253
			Dépréciation des stocks et créances	1 291	1 291
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	1 602 220	2 089 014	Financements stables d'exploitation (III)	1 615 866	1 897 497
FRE NÉGATIF (III-IV)		191 517	FRE POSITIF (III-IV)	13 646	
FRNG NEGATIF			FRNG POSITIF	1 404 254	1 612 274
Stocks			Avances reçues		
Avances et acomptes versés	53 415	24 635	Fournisseurs d'exploitation	554 432	530 356
Organismes payeurs, usagers	148 483	86 267	Dettes fiscales et sociales	1 615 470	1 818 849
Créances diverses d'exploitation	161 733	125 596	Dettes diverses d'exploitation	31 985	47 514
Créances irrécouvrables en non-valeur			Produits constatés d'avance	3 140	5 910
Charges constatées d'avance	32 874	32 904	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	411 562	308 490	Fonds en dépôt par les résidents		
Autres			Autres		
Valeurs d'exploitation (VI)	808 067	577 892	Dettes d'exploitation (V)	2 205 027	2 402 629
BFR (VI-V)			EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)	1 396 960	1 824 737
Valeurs mobilières de placement	2 284 433	224 854	Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	517 625	3 213 215	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance		200	Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	844	1 258
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	2 802 058	3 438 269	Financements à court terme (VII)	844	1 258
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	2 801 214	3 437 011	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	16 552 044	16 929 423	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	16 552 044	16 929 423

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	Trésorerie d'ouverture	3 437 011
	Résultat d'exploitation	1 205
+ Amortissements		387 963
+ Provisions		-57 226
+ Fonds dédiés		13 365
+ Autres		-1 562
	Resultat brut d'exploitation	343 745
- Frais financiers		-14 379
+ Produits financiers		60 455
- Impôt sur les sociétés		
+/- Charges et produits exceptionnels		365
+/- Autres		
	Capacité d'auto-financement	390 186
Variation des créances d'exploitation		-127 103
Variation des dettes d'exploitation		-197 602
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-324 705
	Flux nets de trésorerie générés par l'activité	65 481
- Acquisition d'immobilisations		-521 324
+ Cession d'immobilisations		5 023
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-516 301
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues		127 673
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts		-312 650
+/- Dépôts de garanties reçus		
+/- Autres		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-184 977
Trésorerie de clôture		2 801 214

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31.12.2023	31.12.2022
Jeunesse	13 944 091	11 111 614
Solidarités	1 759 395	1 605 625
Groupe - Support	19 874	26 758
Inter secteur	-11 098	
Produits par activité	15 712 262	12 743 997
Gestion libre	19 874	1 440
Gestion contrôlée	15 693 034	12 742 557
Inter secteur	-646	
Produits par nature de financement	15 712 262	12 743 997
Secteur lucratif		
Secteur non lucratif	15 712 262	12 743 997
Produits par secteur fiscal	15 712 262	12 743 997

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	1 500	749	751	600		600
Immobilisations financières	1 500	1 500				
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles sur le capital						
Opérations en capital	3 000	2 249	751	600		600
Aux amortissements excep. des immo.					2 677	(2 677)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées		751	(751)		100	(100)
Aux provisions pour risques et charges						
Aux dépréciation except.						
Dotations et reprises		751	(751)		2 777	(2 777)
Pénalités et amendes					627	(627)
Autres charges et produits exceptionnels	365		365			
Opérations de gestion	365		365		627	(627)
Résultat exceptionnel	3 365	3 000	365	600	3 404	(2 804)

Note 19. TABLEAU DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable sous gestion propre	27 469	-5 288
Résultat comptable sous gestion contrôlée	2 303	-761 606
Résultat Comptable	29 772	-766 894

Reprise de résultats antérieurs	-160 273	-211 361
--	-----------------	-----------------

Résultat Effectif Global	-130 501	-978 255
dont Résultat effectif sous gestion propre	27 469	-5 288
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	-157 971	-972 967

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat	1 086 547		
Etat - Assurance Maladie - ARS	1 733 685		
Etat - CAF			
Etat - Directe		22 633	
Etat - ASP		32 294	
Régions			
Départements	12 539 254		127 673
Communes, Villes			
Autres Financeurs			
TOTAL	15 359 486	54 927	127 673

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Jeunesse	Solidarité	Groupe	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	13 944 091	1 759 395	19 874	-11 098	15 712 262
Cotisations					
Ventes de biens et services	12 155	10	93	-11 098	1 160
-Ventes de biens					
-Ventes de prestations de service	12 155	10	93	-11 098	1 160
Produits de tiers financeurs	13 680 728	1 733 685			15 414 413
-Concours publics	13 625 801	1 733 685			15 359 486
-Subventions d'exploitation	54 927				54 927
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible					
-Ressources liées à la générosité du public					
-Contributions financières					
Production Stockée					
Production Immobilisée					
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	179 324	2 810	5 797		187 931
Utilisation des fonds dédiés	10 214	600			10 814
Autres produits de Gestion Courante	61 670	22 290	13 984		97 944
Charges d'exploitation	13 504 131	1 565 502	652 522	-11 098	15 711 057
Achat de marchandises					
Variation de stocks de marchandises					
Achats de matières premières et autres appro					
Variation de stocks matières premières et autres appro					
Autres achats et charges externes	2 958 326	293 580	181 186	-10 516	3 422 576
Aides financières	30 293				30 293
Impôts, taxes et versements assimilés	862 982	100 683	18 635		982 300
Salaires et traitements	6 728 948	768 344	306 351		7 803 643
Charges sociales	2 527 713	345 860	144 582	-582	3 017 573
Dotation aux amortissements et aux provisions					
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	341 051	45 148	1 764		387 963
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations					
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations					
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	42 421				42 421
Report de fonds dédiés	12 333	11 846			24 179
Autres charges d'exploitation	64	41	4		109
RESULTAT D'EXPLOITATION	439 960	193 893	-632 648		1 205
QP de résultat sur opérations faites en commun	-522 446	-95 165	617 611		
Produits financiers	77		60 378		60 455
Charges financières	14 376	5	-2		14 379
RESULTAT FINANCIER	-14 299	-5	60 380		46 076
RESULTAT COURANT AVANT IMPO T	-96 785	98 723	45 343		47 281
Produits exceptionnels	1 865		1 500		3 365
Charges exceptionnelles	1 500		1 500		3 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	365				365
Impôts sur les sociétés			17 874		17 874
RESULTAT NET	-96 420	98 723	27 469		29 772
Total des charges	14 042 453	1 660 672	671 894	-628 709	15 746 310
Total des produits	13 946 033	1 759 395	699 363	-628 709	15 776 082

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Gestion_Contrôlée	Gestion_Libre	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	15 693 034	19 874	-646	15 712 262
Cotisations				
Ventes de biens et services	1 713	93	-646	1 160
-Ventes de biens				
-Ventes de prestations de service	1 713	93	-646	1 160
Produits de tiers financeurs	15 414 413			15 414 413
-Concours publics	15 359 486			15 359 486
-Subventions d'exploitation	54 927			54 927
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
-Ressources liées à la générosité du public				
-Contributions financières				
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	182 134	5 797		187 931
Utilisation des fonds dédiés	10 814			10 814
Autres produits de Gestion Courante	83 960	13 984		97 944
Charges d'exploitation	15 059 181	652 522	-646	15 711 057
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro				
Variation de stocks matières premières et autres appro				
Autres achats et charges externes	3 242 036	181 186	-646	3 422 576
Aides financières	30 293			30 293
Impôts, taxes et versements assimilés	963 665	18 635		982 300
Salaires et traitements	7 497 292	306 351		7 803 643
Charges sociales	2 872 991	144 582		3 017 573
Dotation aux amortissements et aux provisions				
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	386 199	1 764		387 963
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations				
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	42 421			42 421
Report de fonds dédiés	24 179			24 179
Autres charges d'exploitation	105	4		109
RESULTAT D'EXPLOITATION	633 853	-632 648		1 205
QP de résultat sur opérations faites en commun	-617 611	617 611		
Produits financiers	77	60 378		60 455
Charges financières	14 381	-2		14 379
RESULTAT FINANCIER	-14 304	60 380		46 076
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	1 938	45 343		47 281
Produits exceptionnels	1 865	1 500		3 365
Charges exceptionnelles	1 500	1 500		3 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	365			365
Impôts sur les sociétés		17 874		17 874
RESULTAT NET	2 303	27 469		29 772
Total des charges	15 692 673	671 894	-618 257	15 746 310
Total des produits	15 694 976	699 363	-618 257	15 776 082

AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a. Engagements donnés :

a.1 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **1 159 905 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. L'association a constaté au passif un montant de **80 540 euros** à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève **1 079 365 euros**.

a.2 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

en euros	31-12-2023
Part à moins d'un an	9 047
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	6 620
Part à plus de 5 ans	1 133
TOTAL	16 800

a.3 Garanties données aux établissements financiers

Nature de la Garantie	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant dû au 31-12-2023
Nantissements de titres financiers	Caisse d'Epargne	50 000	10 033
Promesse d'hypothèque et Nantissement de titres financiers	Caisse d'Epargne	106 448 175 000	85 585
Hypothèque de l'ensemble immobilier sis à Bazeilles	Caisse d'Epargne	1 920 000	475 559

a.4 Participations dans des groupements

L'association la Sauvegarde des Ardennes membre du **GIE Alliance Gestion** est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres du groupement.

Au 31/12/2023, les données relatives à ces groupements sont les suivantes :

	Alliance Gestion
Dettes financières	1 905 814
Dettes d'exploitation	7 833 147
Autres dettes	1 613 328
Total des dettes en euros	11 352 289
Parts sociales détenues	0,01%
Participation à l'ensemble des charges en 2023	0,59%

b. Engagements reçus au profit des banques :

Nature de la Garantie	Garant	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant dû au 31-12-2023
Caution	Cie Européenne de garanties et cautions	Caisse d'Epargne	80 555	85 585
Caution simple	CECG Conseil	Caisse d'Epargne	70 127	94 767

Note 23. EFFECTIFS

Effectifs moyen par CSP	
Direction	16
Administration générale	15
Service Généraux	77
Restauration	4
Socio-éducatif	141
Paramédical	11
Médical	1
Autres fonctions	
Effectif total	265

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.
Au titre de l'exercice 2023, l'association n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président Administrateur unique est Bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat pour la part des honoraires liés à la mission de contrôle légal, s'élève à 17 950 euros, TVA non récupérable incluse.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due aux placements de trésorerie effectués.
